



LA BRUTALITÉ DES EXPLOITEURS ET LA FORCE DU MONDE DU TRAVAIL

Dans une conférence de presse à Washington, devant un Netanyahu souriant, Trump a déclaré vouloir vider de sa population la bande de Gaza en grande partie détruite par les bombes israéliennes, la passer sous contrôle américain et la transformer en « Côte d'Azur ».

Manigances contre les peuples

Ainsi ces deux complices, le génocidaire et son donneur d'ordres, clament une fois de plus leur mépris des pauvres et des Gazaouis. Mais expulser deux millions de Palestiniens porteurs de colère et de révolte, ce n'est pas si facile, d'autant que ni l'Égypte ni la Jordanie ne veulent les accueillir, de peur que leur arrivée suscite un élan de solidarité et déstabilise leur régime. Car le souvenir des « printemps arabes » est encore vif parmi les dictateurs du Moyen-Orient. Mais les déclarations de Trump constituent d'ores et déjà un formidable encouragement à la colonisation de la Cisjordanie et aux attaques menées par les colons contre les villages palestiniens.

Les dirigeants européens en appellent hypocritement au droit international et au maintien du « cadre d'un futur État palestinien, sous l'égide de l'Autorité palestinienne », comme a déclaré le ministre français des Affaires étrangères. Mais depuis quand le droit et les institutions internationales protègent-ils les peuples du colonialisme, des massacres, des guerres et des oppressions ? Le déchainement de la guerre au Kivu, dans l'est de la république démocratique du Congo, le montre bien : les parlottes à l'ONU couvrent le pillage des multinationales. La différence est que désormais le soudard grossier et cynique qui occupe la Maison-Blanche ne mâche pas ses mots et exprime crûment la volonté brutale du principal impérialisme de mettre la planète en coupe réglée au profit exclusif du grand capital et des ultra-riches.

La politique du capital

Le gouvernement Trump a commencé la réalisation de son programme d'extrême droite. Il a gelé une grande partie de l'aide internationale américaine, expulsé à grand spectacle quelques milliers de

migrants, attaqué les fonctionnaires fédéraux, déclaré la guerre aux personnes transgenres, etc. Il déroule cette politique à grand renfort de publicité et de déclarations fracassantes et outrancières, mais avec une certaine prudence et en prenant bien garde de toujours tenter de dresser les uns contre les autres, en désignant à chaque mesure une catégorie seulement de la population présentée comme responsable des malheurs de tous.

Cette attitude à la fois démagogique et précautionneuse se retrouve à son échelle ici. Comme aux États-Unis, le gouvernement Bayrou décalque la démagogie de l'extrême droite et s'attaque d'abord aux migrants, par des expulsions montées en épingle et par les déclarations du ministre de l'Intérieur visant à supprimer le droit du sol à Mayotte. Ici aussi, il désigne les fonctionnaires et les services publics, rendus responsables du déficit de l'État. Les droits des chômeurs se réduisent et les plans de licenciements se succèdent, mais gouvernement et patronat prennent soin d'éviter que les colères se rassemblent.

Une seule solution : la révolution !

Car ils marchent sur un volcan prêt à exploser et ils le savent. Ces dirigeants sans pitié et tout dévoués à la classe des capitalistes se moquent de la misère des peuples et de déchaîner guerres et génocides. Leur crainte est que travailleurs et travailleuses, au Moyen-Orient, aux États-Unis, en France et partout dans le monde, s'organisent, se révoltent et menacent l'ordre capitaliste. Tout le bien qu'on leur souhaite, c'est que non seulement ils le menacent, mais qu'ils le détruisent. Car c'est bien dans cette direction que se trouve l'avenir de la planète : la révolution et la construction d'une société enfin humaine.

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Manque de moyens aux urgences : bientôt des dispositifs UMH-P partout en Isère ?

Une fois n'est pas coutume, les services d'urgence sont saturés quand il ne sont pas tout simplement fermés ! La raison ? Un manque de médecins urgentistes et de moyens. Ce week-end encore, les urgences de nuit de l'hôpital de Vienne étaient fermées.

Les patients trinquent et nos collègues aussi ! Que ce soit dans les services d'urgence, au SMUR, au SAMU : ces manques de moyens impactent notre travail ! A Vienne, la direction a même trouvé une entourelle présentée en Avril dernier comme une « première en Isère ! ». Ce nouveau dispositif ? L'unité mobile hospitalière paramédicalisée (UMH-P) !

L'idée serait d'effectuer des transferts inter-hospitaliers pour les patients ne nécessiteraient pas une présence médicale comme des petites traumatologies. L'UMH-P "ne remplacera pas le SMUR médical" avait affirmé François Hélie, secrétaire général et directrice de la communication de l'hôpital. Mais qu'en est-il vraiment ? Quelles sont les règles missions de l'UMH-P de Vienne ?

Face aux difficultés de nos collègues du SAMU, qui subissent une pression permanente et un manque de moyens important, les ambulanciers ne sont plus envoyés en intervention avec un médecin ... mais avec un infirmier ! Pas d'inquiétude, la direction leur a proposé une formation... de 28h, pour ensuite assuré un rôle d'habitude dédié aux médecins ! Quels risques pour les patients ? Quels risques d'erreurs pour nos collègues ? A cela, la direction est restée bien silencieuse.

Même Yannick Neuder, alors député, et aujourd'hui Ministre de la Santé, avait reconnu que «La fermeture du Smur de Vienne, c'est un abandon de l'Etat ! ». Nous sommes ravis de l'entendre !

Pourtant, ces dispositifs ont l'air bien partis pour se multiplier ! A quand un dispositif de la sorte à Grenoble ou encore Bourgoin-Jallieu pour augmenter encore la pression sur nos collègues ? Plutôt que de multiplier des dispositifs pansement, Yannick Neuder ferait mieux de multiplier les moyens, lui qui reconnaissait l'abandon de l'Etat est aujourd'hui bien placé pour y remédier mais préfère s'en prendre à l'AME et aux « fraudeurs de la Sécurité Sociale » ! A nous donc de nous mobiliser et d'arracher par la mobilisation de meilleures conditions de travail !

C'est la grève à l'hôpital Mermoz de Lyon

À l'hôpital privé Jean Mermoz de Lyon, les brancardiers et les préparateurs en pharmacie entament leur 3ème semaine de grève pour de meilleures conditions

de travail et des hausses de salaires. À leurs revendications, la direction répond par des projets de réduction du nombre de personnels brancardiers ! Comme quoi, à l'hôpital public comme à l'hôpital privé, nous faisons face aux mêmes salaires et au même mépris de nos directions... Raison de plus pour nous battre tous ensemble !

Les fonctionnaires trinqueront

Le projet de loi des Finances, adopté en commission mixte paritaire sénateurs-députés, maintient l'abaissement à 90 % (au lieu de 100 %) de l'indemnisation en cas d'arrêt maladie, le gel du point d'indice pour 2025, après une année blanche en 2024, et la suppression de la prime de garantie individuelle de pouvoir d'achat (Gipa), un filet de sécurité contre l'inflation. Les syndicats se sont dits « surpris » par ces annonces alors qu'à l'issue des réunions bilatérales organisées début janvier par leur nouveau ministre de la fonction publique et de la "simplification", Laurent Marcangeli, ils s'étaient dits « rassurés » par ses engagements à respecter le dialogue social. Comme quoi, une fois de plus le dialogue social est une impasse. Seul point positif, si l'on peut dire : la concession du gouvernement d'abandonner les trois jours de carence en cas d'arrêt maladie est maintenue. Une concession arrachée au prix d'une mobilisation des fonctionnaires dans la rue en décembre dernier. La voie à suivre.

États-Unis : répression d'une médecin pro-IVG

Une médecin de New-York et sa clinique ont été inculpées vendredi 31 janvier pour avoir permis d'avorter à une mineure de Louisiane, dont la mère a aussi été poursuivie. Protégée par les lois new-yorkaises, la médecin, militante pour le droit à l'IVG, ne devrait pas être inquiétée à moins de visiter certains États américains. Dans les États où l'avortement est illégal, les femmes ne peuvent avorter sans risque pour leur santé que si des médecins se mobilisent... ou bien faire des centaines de kilomètres, à leurs risques et périls.

**Abonnez vous à la Newsletter du NPA
Révolutionnaires de Grenoble en scannant le QR
code**



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere

@gmail.com